****

**ASSEMBLEE GENERALE DE RENTREE**

**8 SEPTEMBRE 2022**

**RAPPORT INTRODUCTIF**

Bonjour à vous toutes et à vous tous,

Bienvenue à cette assemblée générale de rentrée de la CGT auboise.

J’ai l’honneur de vous lire le rapport introductif. J’espère que vous allez bien et avez pu profiter au mieux des congés payés, si chèrement obtenus.

Tout comme la canicule que nous avons enduré cet été, la rentrée sociale s’annonce brûlante.

Nous allons commencer par un tour rapide du monde.

Cela fait maintenant plus de 7 mois que l’armée russe a envahi une partie du territoire Ukrainien. Au fil du temps cette situation inacceptable s’inscrit dans une apparence de normalité, émaillée ponctuellement par quelques faits mis en avant par les médias.

Le rapport d’Amnesty international reprochant à l'armée ukrainienne de mettre en danger les civils dans sa résistance à l'invasion russe en installant des infrastructures militaires dans des zones habitées a soulevé un tollé. Il n’en demeure pas moins qu'il montre une fois de plus que les populations sont les principales victimes des guerres.

Cet été, sous le silence complice des « grands » états occidentaux et des médias peu regardant, les crimes de guerre d'une armée israélienne suréquipée contre une population civile occupée se sont poursuivis en toute impunité.

L’agression israélienne débutée le 5 août dans la bande de Gaza est la pire depuis mai 2021. 250 raids ont été menés en trois jours avec des destructions massives d'immeubles dans des quartiers populaires, de terrains agricoles, jusqu'à un hôpital touché. Bilan : 44 morts palestiniens dans la bande de Gaza dont 15 enfants et 360 blessés.

Ce n'est pas une guerre mais un génocide qui dure depuis sept décennies en Palestine.

De l’autre côté des Alpes, la peste brune est prête à bondir. La démission de Mario Draghi a ouvert la voie à des élections législatives anticipées le 25 septembre en Italie. Les partis d’extrême droite ont toute l'opportunité de prendre le pouvoir par les urnes, notamment le parti post fasciste Fratelli d'Italia dirigé par Giorgia Meloni crédité de 25% d'intentions de vote. Matteo Salvini, le chef de la Ligue, n'a trouvé d'autre endroit pour lancer sa diatribe anti-migrants que de l'île de Lampestusa sur laquelle débarquent des milliers de réfugiés à bord d’embarcations surchargées, lorsqu'elles ne sombrent pas dans la méditerranée. Et ce, à l’heure où l’un des premiers textes qui sera soumis à l’examen de notre Parlement pour sa session d’automne sera la loi dite « immigration ». A l’heure aussi, où le maire de Nice, Christian Estrosi, a fait procéder au démembrement d’un campement de réfugiés sur le port en jetant leurs maigres affaires à la benne.

En 2022, c’est 17000 disparus pour la seule zone centrale entre la Libye et l'Italie. Des femmes, des hommes, des enfants à qui la vie a été ôtée.

Pour éviter de grossir ce cimetière marin, les associations se débrouillent avec leurs propres moyens et la mer se vide des navires étatiques. Le gouvernement italien s'est désengagé des opérations de sauvetage depuis 2014 et l'Union Européenne ne participe plus aux secours en méditerranée centrale depuis 2019. A ce véritable abandon politique s’ajoute le rapport de l'Office européen de la lutte contre la fraude qui montre que Frontex, l’agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, avait connaissance des renvois illégaux, parfois brutaux, de demandeurs d'asile en Grèce vers la Turquie et aurait même cofinancé des refoulements.

**La Corne de l’Afrique est confrontée à l’une des plus graves sécheresses du monde, après trois mauvaises saisons des pluies consécutives. Cette sécheresse alarmante menace l’agriculture et l’élevage, menace les moyens de subsistance de toute la région. Déjà dans une situation très difficile au départ, la sécheresse pousse des millions d’habitant.e.s dans un risque aggravé de malnutrition. 44,7 millions de personnes ont besoin d’une aide humanitaire d’urgence en Ethiopie, au Kenya, au Soudan du Sud et en Somalie.**

**Au niveau mondial** nous sommes passés de 130 millions à 345 millions de personnes en fragilité nutritionnelle extrême, l'étape juste avant la famine.

Le Pakistan connait actuellement les pires inondations de son histoire. 33 millions de personnes ont dû fuir leur foyer et il est dénombré plus de 1000 morts. Nous avons toutes et tous été meurtris et choqués par l’ampleur des inondations, des déluges, des torrents d’eau et de boue qui endeuillent le Pakistan. Un Pakistanais sur sept n’a plus de maison. L’essentiel des cultures sont détruites. Il y a quelques semaines le thermomètre y dépassait les 50 degrés. C’est la fonte des glaces et une forte mousson, alors que les sols étaient de pierre, qui ont provoqué cette catastrophe. Les risques de pénurie alimentaire, voire de famine, sont grands pour les semaines à venir. Tous les moyens pour manifester notre solidarité doivent être utilisés.

Nous le voyons bien, les vagues de chaleurs, les catastrophes dites naturelles s’intensifient partout dans le monde.

50°en Inde en mai, 50 °et des inondations meurtrières au Pakistan, une sècheresse sans égal en Afrique, 40°et des incendies détruisant la forêt en France, des Alpes de Haute Provence aux Landes et à la Gironde en passant par l’Aveyron. Des monts d’Arée et de la forêt de Brocéliande aux contreforts de Franche Comté.

L’Urgence sociale et l’urgence climatique sont là.

Tous les gouvernements n’emploient pas le même chemin pour faire face au réchauffement climatique. Alors que personne ne l'espérait plus, Biden a réussi à faire adopter son plan pour le climat et la santé par le congrès américain. 430 milliards de dollars d'investissement financés pour l'essentiel par une taxation accrue des plus fortunés et des entreprises (minimum de 15% pour les plus grosses sociétés dont les bénéfices dépassent le milliard de dollar). Pendant ce temps-là en France, le gouvernement nous explique qu'il va falloir s'adapter au changement climatique, économiser l'eau dans les années à venir, adopter des comportements individuels responsables comme de baisser cet hiver de 1 à 2 degrés le chauffage dans les habitations alors que des millions de nos concitoyens souffrent déjà de précarité énergétique.

Selon le président Macron, la « fin de l’abondance » est arrivée. Mais dans quel monde vit-il ? Celui des patrons d’entreprises publiques qui veulent faire sauter leur plafond salarial jugé trop bas (37 500 euros) ? Celui des actionnaires qui ont une soif sans fin de dividendes ? (49,2 milliards d'euros versés par les entreprises du CAC 40 en 2021, c’est plus 30% par rapport à 2018, du jamais vu). Pour beaucoup de familles, la rentrée se tient sous le signe de la chute du pouvoir d’achat, que les « mesurettes » de cet été ne compenseront pas[[1]](#footnote-1). Vous avez dans vos dossiers une note élaborée par la Confédération qui vous permet d’argumenter nos propositions pour redonner du pouvoir d’achat aux salariés.

Comment peut-on affirmer que notre société serait dans une situation d’opulence ? C’est révoltant. Je pense aux millions de personnes privés d’emploi et de précaires, notamment les femmes, les jeunes, nos ainés au minimum vieillesse.

Malgré les mobilisations dans tous les secteurs depuis des mois, malgré le résultat des urnes, avec comme résultat l’entrée de 90 députés d’extrême droite à l’assemblée, Emmanuel Macron, sa majorité et le patronat ne veulent rien entendre et veulent poursuive une politique emprunte de violence sociale qui mènera, si nous les laissons faire, au chaos.

Après le refus d’une augmentation générale des salaires, le refus d’un smic à 1500 euros, la loi sur le pouvoir d’achat ne propose que des aides ponctuelles financées par l’impôt, c’est-à-dire par nous-même.

Après ce marché de dupe soutenu par la droite et l’extrême droite, le président, annonce la couleur, les actionnaires ayant très certainement une soif sans fin d’abondance. Dans une de ses dernières interventions, il a déclaré que « notre régime de liberté avait un coût qui nécessite des sacrifices ». La nouvelle réforme de l’assurance chômage en faisant partie, les conditions d’indemnisation se durcissant d’avantage (modulation des indemnités en fonction de la conjoncture), sur trois arguments fallacieux : lutter contre les pénuries de main d’œuvre, préserver le pouvoir d’achat et financer le modèle social. Or les chiffres publiés par Pôle Emploi et la DARES sont sans appel. La baisse du nombre de privés d’emploi est de 15,6% sur l’année alors que le nombre de celles et ceux indemnisés baisse lui de 16,3%. C’est bien la preuve que le durcissement des règles pour ouvrir des droits aura conduit les privés d’emploi, soit à se tourner vers des contrats précaires, soit à ne plus être indemnisés. Un habile tour de passe-passe : au lieu de venir à bout du chômage, le gouvernement vient à bout des chômeurs en les écartant de l’indemnisation !

Il est bien évidemment hors de question de les laisser faire.

La fin de l’abondance oui, mais uniquement pour ceux qui continuent de s’accaparer sans fin les richesses que nous produisons.

Mettons fin à un système de plus en plus remis en cause par l’accroissement des inégalités et de la pauvreté, les ruptures de chaines d’approvisionnement, les dérèglements climatiques et les guerres économiques et militaires.

Avec une inflation qui devrait atteindre 6,8 % cette année, notamment pour les produits de première nécessité, un pouvoir d’achat des salariés qui a chuté de 3 % en un an, la solution, pour la CGT, est l’augmentation généralisée des salaires, des minimas sociaux et des pensions pour permettre à toutes et tous de vivre dignement, le blocage des prix, l’augmentation du financement de la protection sociale en commençant par l’arrêt des exonérations de cotisations patronales et la défense et l’amélioration de nos services publics.

**Nous le savons tous ici, nous mettrons un terme aux politiques dictées par le patronat et les actionnaires et ferons aboutir nos revendications à la condition de convaincre un maximum de travailleuses et travailleurs que l’unique solution est de passer à l’action par la grève et la mobilisation.**

La première journée de mobilisation interprofessionnelle du 29 septembre doit permettre de mettre la pression sur le patronat et le gouvernement afin d’obtenir la mise en œuvre de réelles mesures pour le progrès social, environnemental et économique. Sa réussite est un impératif et toute la CGT doit se mobiliser pour démultiplier les rencontres avec les salarié·e·s afin de les convaincre de la nécessité de rentrer dans la lutte.

A nous de faire aussi bien qu’au Royaume Uni avec les grèves les plus massives jamais connues depuis des décennies qui ont repris le 18 août dans tout le pays pour réclamer des hausses de salaires en phase avec l’augmentation des prix. Après les mobilisations des salariés de la compagnie des chemins de fers britanniques et des dockers du plus gros port d’Angleterre pour le fret, s’ajoutent les postiers, les fonctionnaires de l'enseignement ou encore de la santé. Une grève très largement soutenue par la population.

Nous devons profité aussi des prochaines élections professionnelles dans la fonction publiques le 8 décembre prochain et dans le privé dans ce second semestre 2022 et en 2023 pour aller au-devant des travailleuses et des travailleurs porter auprès d’eux nos revendications, nos valeurs, augmenter notre audience et convaincre un maximum d’entre-eux de venir nous rejoindre.

**Nous ne gagnerons que par la lutte et par notre renforcement !**

Je vous propose de débattre maintenant sur l’actualité.

Ensuite, après la pause, nous ferons le point ensemble sur la préparation du 29 septembre.

Merci de votre écoute.

1. Pour citer l’essentiel, ces mesures comprennent une hausse des pensions (*après avoir rejeté un premier vote des députés favorables à un amendement fixant une augmentation égale à l’inflation 5,5%*), la revalorisation de prestations sociales et d’allocations, une prime de rentrée exceptionnelle de 100 € pour les allocataires de minima sociaux et les bénéficiaires de la prime d’activité, le triplement du plafond de l’ex prime Macron renommée prime de partage de la valeur pouvant être versée par l’employeur, la défiscalisation des heures supplémentaires, le plafonnement des loyers à 3,5%, la poursuite de la prime carburant, la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires et d’autres dispositions contestées comme la suppression de la redevance audiovisuelle, la pérennisation du possible rachat par les entreprises de RTT ou encore une éventuelle carte vitale biométrique. S’agissant de la nationalisation d’EDF, il ne s'agit en réalité aucunement d'un changement de statut où d'une réappropriation des outils pour sortir de la concurrence en matière énergétique mais d'une recapitalisation de façon à permettre au gouvernement, seul décideur, de mener les réformes qu'il n'a pu mettre en oeuvre jusqu'à présent comme le projet Hercule. [↑](#footnote-ref-1)